

- 
- **Le Groupe des amis sur le Myanmar appelle le gouvernement à coopérer davantage**
  - **Une centaine de moines manifestent dans l'ouest de la Birmanie**
  - **Mireille Boisson : « Il n'y a pas de raison d'être optimiste »**
- 

### **Le Groupe des amis sur le Myanmar appelle le gouvernement à coopérer davantage**

*Services des Information de le Nations Unie\_27 septembre 2008*

Le Groupe des amis du Secrétaire général de l'ONU sur le Myanmar réuni samedi pour une réunion de haut niveau au siège des Nations Unies à New York a appelé le gouvernement du Myanmar à travailler plus étroitement avec la mission de bons offices de l'ONU, a indiqué la porte-parole du Secrétaire général.

“Tout en notant les récentes mesures prises par le gouvernement du Myanmar, les membres du Groupe l'ont encouragé à travailler plus étroitement et à réagir plus positivement aux bons offices des Nations Unies pour répondre aux principaux sujets de préoccupation de la communauté internationale, particulièrement la libération des prisonniers politiques, dont Daw Aung San Suu Kyi, et le lancement d'un dialogue entre le gouvernement et l'opposition », selon une déclaration transmise par la porte-parole.

Les membres du Groupe ont encouragé toutes les parties au Myanmar à saisir l'opportunité des bons offices des Nations Unies, tout en soulignant la responsabilité du gouvernement du Myanmar à montrer son engagement à coopérer avec les bons offices à travers d'autres résultats tangibles. Il s'agissait de la sixième réunion du Groupe depuis qu'il a été établi en décembre 2007.

Le Secrétaire général Ban Ki-moon a remercié tous les Amis de leur participation à un haut niveau pour une discussion utile et constructive. Il a aussi salué la participation de ministres de plusieurs pays concernés ainsi que celles du Secrétaire général de l'Association des nations de l'Asie du sud-est (ASEAN) et du Haut représentant de l'Union européenne. Selon M. Ban, cette réunion a montré clairement l'importance que la communauté internationale accorde à la situation au Myanmar. « Les membres du Groupe ont été unanimes pour exprimer leur soutien fort et durable aux bons offices du Secrétaire général et à leur mise en œuvre par son conseiller spécial, Ibrahim Gambari », d'après la déclaration.

---

### **Une centaine de moines manifestent dans l'ouest de la Birmanie**

*La presse Canadienne\_27 septembre 2008*

Une centaine de moines bouddhistes ont manifesté pacifiquement samedi à Sittwe dans l'ouest de la Birmanie, pour marquer le premier anniversaire de la répression par la junte des manifestations en faveur de la démocratie.

L'armée avait ouvert le feu sur des manifestants pacifiques les 26 et 27 septembre 2007, faisant au moins 31 morts selon les Nations unies. Aucun rassemblement n'a été signalé dans la capitale Rangoon, où les manifestations avaient réuni l'an dernier jusqu'à 100.000 personnes.

Mais à Sittwe, ville portuaire de l'ouest du pays, une centaine de moines ont manifesté sous une forte pluie pendant une trentaine de minutes, sous couvert de demander l'aumône, ont déclaré des témoins qui ont requis l'anonymat par peur des représailles.

Thein Hlang, vice-président de la Ligue nationale pour la démocratie, a déclaré que selon un des organisateurs du défilé de samedi, il s'agissait de marquer le premier anniversaire de la répression et rendre hommage aux victimes. Les premières manifestations en 2007 avaient débuté à Sittwe, avant de s'étendre dans tout le pays en septembre.

---

### **Mireille Boisson : « Il n'y a pas de raison d'être optimiste »**

*RFI\_27 septembre 2008*

Une réunion de l'ONU est consacrée à la Birmanie ce samedi à New York. Un an après la révolte des moines dans les rues de Rangoon et vingt ans après la création du principal parti d'opposition, la LND

d'Aung San Suu Kyi, RFI fait le point sur la situation des droits de l'homme dans ce pays avec Mireille Boisson coordinatrice Birmanie à Amnesty International France.

Cela fait 20 ans que la Ligue nationale pour la démocratie a été créée. Cela fait 20 ans, juste aujourd'hui, et son leader, l'opposante Aung San Suu Kyi est toujours en résidence surveillée.

Mireille Boisson : Et elle risque de l'être encore longtemps. Mais elle a vu trois fois son avocat, en août, en septembre et elle va déposer un recours contre l'illégalité de sa détention.

RFI : Une bonne nouvelle quand même, mardi dernier, sept prisonniers politiques ont été libérés. Nous avons sur notre antenne, Win Tin, le célèbre journaliste qui est le plus ancien détenus de ce pays. Il nous a dit qu'il était pessimiste sur les capacités de changement de la junte.

Mireille Boisson : Même si Aung San Suu Kyi dit : « Il faut garder le dialogue ouvert même avec les militaires », on peut être pessimiste sur leur capacité à se réformer. Maintenant, il faut dire que Win Tin sort quand même de 19 ans de prison, qu'il a pu être coupé de certaines réalités ; il a vécu dans des conditions très difficiles, puisqu'il a même été dans un chenil, dans une cage à chiens, pendant plusieurs mois d'hiver, sans couverture et sans hygiène.

Mais il n'y a pas de raison d'être optimiste, sauf si la Chine et l'Asean (l'Association des nations du Sud-Est asiatique) mettaient leur poids dans la balance. Il y a eu ce référendum en plein cyclone, pour approuver largement à plus de 92% une Constitution qui exclut Aung San Suu Kyi et ils vont continuer avec cette Constitution complètement inique.

RFI : D'un côté, on libère des prisonniers politiques ; de l'autre, on en arrête.

Mireille Boisson : On continue d'arrêter. Même parmi les sept détenus qui ont été libérés, il y en a un qui a été arrêté de nouveau le lendemain même, dans une prison qui est loin, dans le nord. Et peut-être ce qui est tragique, c'est cette jeune femme Nilar Tine, qui était mère d'une petite fille, qui a maintenant seize mois - dont le mari a été dans les premiers arrêtés, le 22 août 2007 - qui était passée à la clandestinité. Il y a une dizaine de jours, Nilar Tine a été arrêtée à son tour

RFI : Il y a aujourd'hui des policiers, des soldats, des barbelés dans les rues de Rangoon, et pas de touristes... Il y a un an, il y avait la « révolte safran », la révolte des moines. La rue peut-elle encore se soulever aujourd'hui en Birmanie ?

Mireille Boisson : Je crois que la rue a peur. En fait, il y a des gens très jeunes qui font des tags NO (non), comme au référendum, des graffitis qu'on leur a appris à faire à la bombe. Mais une véritable action structurée... les moines ont été trop détruits, ils ont trop perdu leur pouvoir pour pouvoir espérer qu'ils vont reprendre le risque. Et puis, les vrais leaders sont emprisonnés ou assignés à résidence »

RFI : Qu'en est-il de l'information, des moyens d'informer, de la presse en Birmanie ?

Mireille Boisson : Grâce à des gens comme vous, Dieu merci, ils ont quelques sources d'information ; parce que comme disent les Birmans : « Si c'est dans le journal, c'est que ce n'est pas vrai ». Mais les journalistes qui osent simplement rapporter un double-meurtre se retrouvent en prison et on leur dit : « On va suspendre votre journal ».

RFI : Et l'Irrawaddy, le site internet de l'opposition a été piraté.

Mireille Boisson : Oui, ça c'est une des très bonnes sources d'information. Il a de très bons contacts. Celui de la DVB qui est en Norvège et qui émet sur la Birmanie et la Thaïlande a eu une tentative de piratage aussi (Democratic Voice of Burma). Ils ont tous été victimes de virus, de choses comme cela, et d'après l'Irrawaddy, la junte aurait envoyé des gens se former en Russie, au brouillage des sites informatiques ».

---

**- Un prisonnier politique arrêté 17 heures après avoir bénéficié d' une amnistie**  
**- La Birmanie, entre répression et signes d'apaisement**

---

**Un prisonnier politique arrêté 17 heures après avoir bénéficié d' une amnistie Presse**

*Canadienne\_26 septembre 2008*

Un ex-collaborateur de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi aura eu peu de temps pour savourer sa liberté retrouvée: 17 heures seulement après avoir été libéré, Win Htein a été interpellé, a annoncé vendredi la Ligue nationale pour la démocratie (LND). L'homme, âgé de 64 ans, avait été libéré mardi au bout de 12 ans dans le cadre d'une amnistie accordée à plus de 9.000 détenus dans tout le pays. Il faisait partie des sept membres du parti d'Aung San Suu Kyi à bénéficier de la mesure. Citant la famille de l'opposant, le porte-parole de la LND, Nyan Win, a rapporté que Win Htein avait été arrêté 17 heures après sa libération. Aucune raison n'a été donnée par les autorités à ses proches pour son arrestation. La famille s'était rendue à Mandalay, à mi-chemin de la prison de Kathar, dans le nord de la Birmanie, où il avait été emprisonné, pour le rencontrer, mais il n'est pas apparu. L'administration pénitentiaire l'a ensuite informée qu'il avait passé la nuit dans une pension de Kathar avant d'être ramené dans la prison, selon Nyan Win.

Cette situation "est cruelle et ne devrait pas se produire", a commenté le porte-parole du parti d'Aung San Suu Kyi. "C'est de la torture mentale". Win Htein avait purgé une peine de 14 ans de prison. Il était accusé d'avoir fourni de fausses informations à la presse étrangère. Ancien officier de l'armée birmane, il avait rejoint le parti d'Aung San Suu Kyi lors de sa création en 1988. Il avait été son assistant personnel et conseiller. Selon la Campagne américaine pour la Birmanie, Win Htein avait été brièvement interpellé début 1989 et torturé, puis de nouveau arrêté en la même année et détenu jusqu'en 1995. L'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International estime qu'il reste encore environ 2.000 détenus politiques dans les geôles birmanes. Un autre membre important de la LND, le journaliste Win Tin, a bénéficié de l'amnistie. Il reste en liberté malgré sa promesse de poursuivre son combat pour la démocratie. Plus ancien prisonnier politique de Birmanie, il a été détenu pendant 19 ans.

## **La Birmanie, entre répression et signes d'apaisement**

*Le Figaro\_26 septembre 2008*

Un an après la répression sanglante du soulèvement des moines, les généraux font mine d'assouplir leur politique. Les dictateurs birmans ont le sens de la formule : un an après la répression brutale du soulèvement des moines bouddhistes, ils ne sont plus qu'«amour et mansuétude». Pour preuve, ils libèrent 9 002 prisonniers. Ils oublient bien entendu de dire que ce sont pour la plupart des détenus de droit commun, que 2 100 prisonniers politiques croupissent toujours dans les sinistres geôles d>Insein, de Tharawaddy ou dans le redoutable centre d'interrogations de Ye Gyi Aye, et que le mois dernier, ils ont encore arrêté 39 opposants.

En alternant répressions féroces, purges internes et surprenants signes d'apaisement, les généraux birmans se cramponnent au pouvoir depuis quarante-six ans. Ni la «révolution safran» des bonzes en septembre 2007 ni la lutte obstinée d'Aung San Suu Kyi, figure de proue de l'opposition en résidence surveillée, qui vient de refuser pendant un mois des livraisons de nourriture, ne réussissent à secouer le joug de la plus vieille dictature militaire d'Asie. Pas plus que le cyclone Nargis qui n'a montré que leur inflexibilité face à la communauté internationale dans les opérations de secours aux 2,4 millions de sinistrés.

### **Purges internes**

Si ce régime peut paraître dément, «en termes militaire et sécuritaire, il sait parfaitement ce qu'il fait», estime Charles Petrie, ancien chef de l'équipe des Nations unies en Birmanie. Le projet de Constitution qu'elle a fait passer en force et en pleine crise humanitaire pérennise l'influence des militaires, garantit leur impunité et écarte du pouvoir leur bête noire, l'opposante Aung San Suu Kyi. Alors, les gradés terrés dans leur bunker de Naypyidaw, ne font même plus semblant de vouloir entamer un dialogue avec l'opposition et ne prennent plus la peine de recevoir l'envoyé spécial des Nations unies, Ibrahim Gambari.

Si leur désir de changement reste profond, les dizaines de milliers de Birmans qui avaient défilé contre la junte il y a un an, ne se sont pas risqués vendredi dans les rues de Rangoun. Depuis le début du mois, 7 000 policiers armés de fusils d'assaut patrouillent en permanence, les soldats multiplient les rafles nocturnes, surveillent les monastères et intimident les jeunes bonzes. Dans les milieux d'opposition en exil en Thaïlande, c'est l'abattement. «Nous sommes condamnés à l'état de servage et à la pauvreté absolue», se désole Aye Aye Ma, vétéran de la lutte prodémocratique. Leur seul espoir est maintenant la disparition du généralissime Than Shwe, âgé de 75 ans. Son bulletin de santé n'est pas fameux. Il aurait

récemment montré des signes de démence et aurait de longues absences. Il souffre de diabète et d'un cancer du pancréas. Ses reins le lâchent. Et il doit se reposer six heures par jour, selon une source militaire. La succession de l'ancien employé de poste, xénophobe, extrêmement superstitieux et toujours partisan de la méthode dure, est matière à d'innombrables spéculations à Rangoun.

- 
- **Birmanie: haute sécurité pour l'anniversaire de la répression des bonzes**
  - **Modification de l'ordonnance instituant des mesures à l'encontre du Myanmar**
  - **Le Président Pöttering appelle à la libération de Mme Aung San Suu Kyi, lauréate du prix Sakharov**
- 

### **Birmanie: haute sécurité pour l'anniversaire de la répression des bonzes**

*AFP\_26 septembre 2008*

Les dizaines de milliers de Birmans qui ont défilé avec les moines bouddhistes contre la junte militaire il y a un an ont exprimé un profond désir de changement, mais des mesures de sécurité très strictes empêchaient toute nouvelle manifestation vendredi, selon l'opposition.

"Les droits de l'homme ont été bafoués ici" le 26 septembre 2007 lorsque les forces de sécurité ont commencé à réprimer violemment des défilés menés par des moines bouddhistes, a déclaré Nyan Win, porte-parole de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), parti de l'opposante Aung San Suu Kyi.

Le soulèvement des bonzes, baptisé "Révolution safran" et consécutif à une brusque augmentation des prix, avait attiré certains jours jusqu'à 100.000 personnes dans les rues de Rangoun, ce qui avait constitué le plus sérieux défi aux généraux depuis 1988.

Mais des policiers et des soldats étaient ensuite entrés en action, n'hésitant pas à tirer sur la foule, faisant 31 morts -- dont un journaliste japonais -- et 74 disparus, selon un enquêteur des Nations unies, qui avait aussi dénombré des milliers d'arrestations.

Vendredi, les mesures de sécurité étaient très strictes à Rangoun, en particulier autour de la pagode Shwedagon, point de départ des manifestations pacifiques il y a un an.

Outre des agents en civil, un témoin a vu une dizaine de camions avec 200 policiers armés près d'une entrée à l'est de ce complexe de temples bouddhistes.

Il y a peu de visiteurs parce que "les gens ont peur", a déclaré un commerçant.

En septembre 2007, "j'ai vu des gens exprimer un désir" profond de changement après 45 ans de dictature militaire mais, "en raison des mesures de sécurité, la population ne peut pas manifester comme cela cette année", a indiqué à l'AFP Nyan Win. Les autorités ont considérablement renforcé la surveillance depuis un mois à Rangoun, où des camions de la police sont postés en permanence à certaines intersections. Des soldats effectuent également des exercices anti-émeutes la nuit dans des quartiers abritant des monastères.

Jeudi, l'explosion d'une bombe a fait sept blessés à un arrêt d'autobus devant l'hôtel de ville de Rangoun, mais l'attentat n'a pas été revendiqué.

Mardi, les autorités ont libéré sept prisonniers politiques, membres de la LND, dont le célèbre journaliste Win Tin, 79 ans, incarcéré depuis 1989, mais un de ces détenus a été remis en prison le lendemain, selon des opposants en exil. Par ailleurs, les efforts des Nations unies pour structurer un dialogue entre le régime et l'opposition sont au point mort et les généraux paraissent vouloir remodeler le paysage politique selon leurs intérêts, indiquent des analystes.

En mai, alors qu'un cyclone meurtrier balayait le sud de la Birmanie, le régime avait fait passer en force un projet de Constitution favorable à l'armée et censé ouvrir la voie à des élections législatives en 2010. Jeudi, le chef de la police nationale, Khin Yee, a tenu une réunion inédite avec six membres du comité exécutif de la LND, a indiqué Nyan Win. "Il a exigé que nous nous rétractons par rapport à une déclaration" préconisant une révision de la nouvelle Constitution, a-t-il dit.

Ce texte rendrait Mme Suu Kyi inéligible, au motif controversé que son époux, décédé d'un cancer en 1999, avait la nationalité britannique. Mme Suu Kyi, 63 ans, toujours assignée à résidence, a été privée

de liberté pendant la majeure partie des 19 dernières années. Depuis la mi-août, elle a multiplié les signes de protestation, boycottant une rencontre avec l'envoyé spécial de l'ONU Ibrahim Gambari et refusant pendant un mois des livraisons de nourriture.

-----  
**Modification de l'ordonnance instituant des mesures à l'encontre du Myanmar**

*Confédération Suisse\_26 septembre 2008*

Berne, 26.09.2008 - Le 26 septembre 2008, le Conseil fédéral a décidé de modifier l'ordonnance instituant des mesures à l'encontre du Myanmar et imposé des mesures de coercition supplémentaires à l'encontre de cet Etat. La modification reprend largement les sanctions arrêtées par l'UE en mars et en avril 2008 à l'encontre du Myanmar. Elle entrera en vigueur le 27 septembre 2008.

Les nouvelles mesures de coercition prévoient, d'une part, l'interdiction d'importer du bois et des produits dérivés du bois, du charbon, certains métaux ainsi que des pierres gemmes depuis le Myanmar. Les biens visés par l'interdiction d'importer figurent dans la nouvelle annexe 4 de l'ordonnance. Les mesures interdisent, d'autre part, la fourniture de certains biens d'équipement permettant d'extraire ou de transformer du bois, du charbon, des métaux et des pierres gemmes. Les biens visés par l'interdiction précitée figurent dans la nouvelle annexe 5 de l'ordonnance. Les sanctions financières existantes ont été étendues et renforcées. Il ne sera plus possible d'accorder de crédits aux personnes et aux entreprises actives dans les secteurs de l'exploitation forestière et de la transformation du bois, du charbon, des métaux ainsi que des pierres gemmes. Il sera interdit d'acquiescer des obligations émises par ces entreprises et de créer des entreprises communes avec elles. La liste des entreprises d'Etat birmanes frappées de sanctions financières (annexe 3) a été complétée et comporte dorénavant 83 entreprises au lieu de 39, et celle des personnes frappées de sanctions financières ainsi que d'entrée en Suisse et de transit par la Suisse (annexe 2) comporte 523 personnes au lieu de 386.

L'UE avait durci les sanctions à l'encontre du Myanmar en mars et en avril 2008 en réaction à la violence avec laquelle les manifestations du peuple et de moines bouddhistes avaient été réprimées en août et en septembre 2007. Les sanctions portent sur des domaines sources de revenus pour le régime militaire birman.

Combinées aux sanctions de l'UE, les mesures prises par la Suisse visent à encourager les autorités birmanes à changer d'attitude pour adopter des principes allant dans le sens de la démocratie, de l'Etat de droit et du respect des droits de l'homme. Les sanctions imposées par l'UE ont également été reprises par la Suisse afin d'éviter qu'elles soient contournées en passant par la Suisse. Faisant suite à des dispositions prises par l'UE, le Conseil fédéral avait déjà, le 2 octobre 2000, imposé des sanctions à l'encontre du Myanmar.

Le commerce entre la Suisse et le Myanmar est peu développé. Les importations du Myanmar s'élevaient à quelque 900 000 francs en 2007, tandis que les exportations avoisinaient 2,9 millions de francs. La livraison de biens relevant de l'aide humanitaire pour faire face aux dommages causés par le cyclone Nargis n'est pas concernée par les nouvelles sanctions.

Renseignements:

Roland E. Vock, SECO, tél. 031 324 07 61

-----  
**Communiqué de Presse : Le Président du Parlement Européen**

**Le Président Pötering appelle à la libération de Mme Aung San Suu Kyi, lauréate du prix Sakharov**

24 septembre 2008 – Bruxelles

À l'occasion du choix, lors d'une réunion commune de la commission des affaires étrangères et de la commission du développement, des trois finalistes à retenir pour l'attribution du prix Sakharov 2008 du Parlement européen, Hans-Gert Pötering, Président du Parlement européen, a adressé de nouveau aux autorités birmanes un pressant appel à la libération de Mme Aung San Suu Kyi, lauréate du prix Sakharov 1990, dans les termes suivants:

"Le Parlement européen exprime une nouvelle fois avec force sa solidarité avec Aung San Suu Kyi et demande instamment aux autorités birmanes de libérer celle-ci sans tarder. Nous espérons vivement que son état de santé s'est amélioré, au terme d'une longue période durant laquelle elle s'est très peu alimentée et alors que les autorités birmanes semblent autoriser quelques allègements dans ses conditions de vie en résidence surveillée.

Mme Aung San Suu Kyi est une femme politique courageuse qui lutte pacifiquement pour la liberté et la démocratie dans son pays. Le traitement réservé à Mme Aung San Suu Kyi ne doit pas tomber dans l'oubli. C'est pourquoi je me réjouis vivement de l'engagement en sa faveur de onze lauréats du prix Sakharov. Au nom du Parlement européen, j'appelle de nouveau instamment les autorités birmanes à libérer immédiatement Mme Aung San Suu Kyi."

---

- **Win Tin : «Je vais travailler pour la démocratie»**

---

**Win Tin : «Je vais travailler pour la démocratie»**

*RFI\_24 septembre 2008*

La LND, principal parti d'opposition en Birmanie s'est engagé mercredi à poursuivre le combat pour la libération de sa dirigeante Aung San Suu Kyi et de tous les détenus politiques, au lendemain de la sortie de prison de sept proches de la lauréate du prix Nobel de la paix. Mardi, sept cadres de la LND, dont le journaliste Win Tin, figuraient parmi 9 002 prisonniers libérés par la junte militaire pour « bonne conduite ». Win Tin était enfermé à la prison d'Insein depuis près de 20 ans. Il répond aux questions de RFI.

RFI : Comment allez-vous ?

Win Tin : (Rires) Pas si mal...après 19 ans et trois mois de prison. Aujourd'hui j'ai 79 ans. C'est plutôt vieux pour un Birman alors pendant toutes ces années j'ai essayé de rester en bonne santé pour rester « normal ».

RFI : Dans la prison d'Insein, vous avez donc organisé votre survie ?

WT : Oui absolument.... C'est ça...

RFI : Mais comment avez-vous survécu ?

WT : J'ai survécu en gardant intactes mes convictions politiques.C'est-à-dire continuer à réclamer la libération des prisonniers politiques. Réclamer la réunion d'un véritable Parlement ou encore avoir un dialogue politique entre nous, l'opposition et le gouvernement. Je me suis accroché à ces trois convictions fortes que j'ai essayé de défendre au quotidien... soit en discutant avec les autres prisonniers soit en discutant avec certains officiels à l'intérieur de la prison. C'est comme, ça que je suis resté en bonne santé.

RFI : Et pourtant vous avez été torturé...

WT : Dès mon arrestation, en 1988 jusqu'en 1996. J'ai été torturé à de nombreuses reprises. J'ai été maltraité. Par exemple, on m'interrogeait pendant plusieurs jours et plusieurs nuits. On m'empêchait de dormir...c'est une torture terrible. Parfois, ils me sortaient de ma cellule. J'étais attaché. Ils me faisaient mettre ma tête sur les pieds et me jetaient dehors dans la cour de la prison. Je restais ainsi de 7 heures du soir à 3h du matin. Plusieurs fois aussi, ils me mettaient une cagoule sur la tête. Ils m'interrogeaient et me frappaient. J'ai été battu de nombreuses fois. Mais de 1996 à aujourd'hui, j'ai été mis dans une cellule d'isolement. Vous voyez, ce n'est pas si mal... Mais je n'avais pas le droit de parler à d'autres prisonniers. Ma cellule était à l'écart des autres. Il n'y avait personne à côté de moi...comme ça, personne ne pouvait m'entendre hurler.

RFI : Cela veut dire que ces treize dernières années, vous n'avez parlé à personne ?

WT : Non ! Parfois j'avais le droit de recevoir des visites de ma famille...une fois tous les quinze jours pendant quinze minutes, c'est tout. Quand on m'emmenait à l'hôpital, je pouvais aussi parler aux autres patients. C'est arrivé deux ou trois fois...

RFI : Etiez-vous au courant des manifestations anti-gouvernementales de l'année dernière qui ont abouti à une répression sanglante ?

WT : Comme je vous l'ai dit, je voyais ma famille une fois tous les quinze jours. Donc j'avais un résumé des informations en quinze minutes. J'avais le droit de lire la presse officielle, donc je savais pour les visites des émissaires de l'ONU ou les manifestations.

RFI : Maintenant que vous êtes sorti de prison, allez-vous poursuivre vos activités politiques ?

WT : Je vais travailler pour la démocratie et mon parti, la LND. Je ne sais pas si on m'y autorisera car pour ce faire je dois m'enregistrer auprès de la commission électorale. Peu importe... je continuerai mes activités, à faire de la politique. Aujourd'hui, (mercredi 24 septembre 2009) j'ai rencontré les leaders de mon parti et je leur ai dit : « La libération de quelques prisonniers politiques, ce n'est pas assez. » Parce qu'il y en a beaucoup... plus de 2000 encore en prison. Bien sûr, il faut exiger la libération d'Aung San Suu Kyi et tous les autres. Ils sont nombreux. Et il y a beaucoup de jeunes. Min Ko Naing et Koko Kyi sont toujours en prison.

RFI : Les autorités birmanes vous semblent-elles capables de faire preuve de flexibilité ?

WT : Je ne crois pas qu'elles peuvent changer... Vous savez, en Birmanie, la structure politique du bas jusqu'en haut est verrouillée par les militaires. Beaucoup de gens influents, beaucoup de commerçants, d'hommes riches, de techniciens sont des militaires. Donc je suis plutôt pessimiste. Les militaires sont partout. Dans toutes les strates de la vie birmane. Ce ne sera pas si facile d'obtenir des changements. Mais nous essayons de faire changer les militaires, de les rendre plus flexibles. Car dans le pays, les gens ne sont pas trop contents de ce gouvernement...c'est mon impression.

RFI : Comment allez vous profiter de ces premières semaines de liberté ?

WT : Je ne vais pas faire grand-chose. Je dois essayer de me faire enregistrer par les autorités. Je dois voir beaucoup d'amis. Et puis, il faut que j'aille aux réunions de mon parti. Donc, je crois que, ces deux prochaines semaines, je vais être pas mal occupé !

- 
- **Libération du plus ancien prisonnier politique de Birmanie**
  - **Un an après la Révolution safran, la haine contre la junte s'amplifie**
  - **"Investir aujourd'hui en Birmanie serait une provocation, mais Total ne se retirera pas"**
- 

### **Libération du plus ancien prisonnier politique de Birmanie**

*La Presse Canadienne\_23 septembre 2008*

Le plus ancien prisonnier politique de Birmanie, Win Tin, a été libéré mardi au bout de 19 ans dans le cadre d'une amnistie accordée à plus de 9.000 détenus. Agé de 78 ans, ce poète et journaliste, proche de l'opposante Aung San Suu Kyi, a promis de poursuivre son combat pour la démocratie.

Win Tin a annoncé qu'il continuerait à porter son uniforme bleu clair de prisonnier en signe de protestation contre la junte, au pouvoir depuis 46 ans. "Je dois poursuivre ma tâche inachevée" consistant à favoriser l'avènement de la démocratie en Birmanie, a-t-il déclaré à la presse dans la maison d'un ami à Rangoon, après sa libération de la prison d'Insein. Il est apparu alerte et en bonne santé malgré des informations récentes le donnant pour malade.

Interrogé sur ses impressions après sa libération, il a répondu: "je ne serai heureux que lorsque tous les prisonniers politiques, dont Aung San Suu Kyi, auront été libérés". Journaliste et poète, Win Tin avait joué un rôle actif dans l'opposition et aidé à fonder en 1988 la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti de Mme Suu Kyi. Il était également un proche collaborateur de la lauréate du prix Nobel de la paix, qui vit depuis des années assignée à résidence.

Sa libération intervient dans le cadre d'une amnistie accordée à 9.002 prisonniers qui ont fait preuve d'un bon "comportement moral", selon les médias officiels birmans. Une grâce dont ont bénéficié au moins sept prisonniers politiques, selon l'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International, qui estime qu'il reste encore 2.100 détenus politiques dans les geôles birmanes. Selon les analystes, la grande majorité des prisonniers amnistiés sont probablement des petits délinquants.

Dans un communiqué, Reporters sans frontières et la Burma Media Association ont exprimé "leur joie immense" suite à la libération de Win Tin, disant espérer qu'elle sera suivie par d'autres. De son côté, Amnesty International évoquait "la meilleure nouvelle en provenance de Birmanie depuis longtemps", tout en rappelant qu'il reste de nombreux prisonniers politiques en Birmanie.

En France, le Quai d'Orsay a salué, par la voix de son porte-parole Frédéric Desagneaux, une "nouvelle positive", mais a appelé les autorités birmanes à libérer "l'ensemble des prisonniers politiques, notamment Aung San Suu Kyi". L'amnistie intervient à quelques jours du premier anniversaire de la répression des manifestations anti-gouvernementales conduites par les moines bouddhistes, qui selon l'ONU avait fait au moins 31 morts lorsque l'armée avait ouvert le feu sur des manifestants pacifiques les 26 et 27 septembre 2007. Les observateurs soupçonnent la junte d'avoir planifié la libération de Win Tin quelques jours avant cet anniversaire dans le but de désamorcer les critiques internationales.

Win Tin avait été arrêté le 4 juillet 1989 lors d'une campagne de répression contre l'opposition. Jugé par un tribunal militaire, il avait été condamné à 14 ans de prison pour son appartenance supposée au Parti communiste interdit. Il avait été condamné en mars 1996 à sept ans de prison supplémentaires pour avoir adressé un courrier aux Nations unies sur les conditions de détention et pour avoir écrit et diffusé des tracts antigouvernementaux en prison. Ce que les autorités ont considéré comme "de la propagande publiée secrètement pour encourager les émeutes en prison", souligne Amnesty International.

-----  
**Un an après la Révolution safran, la haine contre la junte s'amplifie**

*Le Temps\_24 septembre 2008*

L'opposante et Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi toujours en résidence surveillée proteste contre l'impasse politique et ses conditions de détention.

Un an après la Révolution safran, qui avait vu des milliers de bonzes descendre dans les rues pour dénoncer le régime, la haine de la population envers le gouvernement militaire n'a fait que s'amplifier. Dans les monastères et les universités, la colère gronde. Bonzes et étudiants évoquent de plus en plus souvent le recours à une lutte armée pour renverser les généraux qui tiennent le pays depuis quarante-six ans. Malgré les préceptes bouddhistes de non-violence, certains religieux stockent des armes, convaincus que les marches pacifiques de l'an dernier ne sont pas la tactique adéquate.

Les réticences de la junte à ouvrir l'accès du delta de l'Irrawaddy aux agences humanitaires, après le cyclone Nargis en mai dernier, ont renforcé le ressentiment dans les provinces touchées, lesquelles ont le plus souvent dû compter sur la solidarité de voisinage pour pouvoir survivre. «Depuis le cyclone, il y a beaucoup de comptes rendus de citoyens attaquant des membres de l'Union Solidarity and Development Association (une milice pro-gouvernementale) ou des policiers antiémeute. Il y a beaucoup de colère, de rage», explique un chercheur d'Altsean-Burma, une ONG qui milite contre le régime de Rangoon (<http://www.altsean.org>).

Poursuite de la répression

Coupés de leurs citoyens, réfugiés à Naypidaw, leur nouvelle capitale administrative isolée dans le centre du pays, les dirigeants de la junte réagissent à cette hostilité montante en poursuivant la répression: des membres de la famille du bonze U Gambira, l'un des leaders de la Révolution safran, ont été arrêtés ces derniers jours. Et toujours assignée à résidence dans sa maison sur les bords du lac Inya, à Rangoon, Aung San Suu Kyi poursuit sa lutte obstinée pour obtenir qu'un dialogue politique s'établisse entre la junte et son parti - la Ligue nationale pour la démocratie, dont la victoire aux législatives de 1990 a été confisquée.

Bien qu'Aung San Suu Kyi ait passé treize des dix-neuf dernières années emprisonnée chez elle, le régime a récemment durci ses conditions de détention en refusant de lui transmettre le courrier de ses deux fils et en lui interdisant la lecture de magazines étrangers. C'est essentiellement pour protester contre ces restrictions que la «Dame de Rangoon» a refusé toute livraison de nourriture pendant un mois, ne s'alimentant qu'avec les maigres réserves stockées dans sa maison. Tin Myo Win, son médecin qui a pu l'examiner pendant quatre heures à la mi-septembre, a indiqué qu'elle souffrait de malnutrition et était très faible. C'est après ce diagnostic alarmant et l'inquiétude des gouvernements occidentaux sur une possible grève de la faim de la dirigeante du mouvement pro-démocratique que la junte a finalement

accepté, le 15 septembre, de lui laisser recevoir les lettres de ses enfants et le Time et Newsweek. Depuis, Aung San Suu Kyi a recommencé à s'alimenter normalement. Jusqu'alors sa seule source d'information était l'écoute des radios internationales, BBC et Voice of America. Le Prix Nobel de la paix a également intenté un recours juridique contre la prolongation de sa détention au-delà du maximum légal. «Elle sait bien qu'elle ne sera pas relâchée, mais elle veut montrer que sa détention n'est pas conforme à la loi», indique Win Min, un universitaire birman basé à Chiang Mai.

Pas d'imprimante...

Au-delà des restrictions imposées contre elle, le refus de la «Dame» d'accepter les livraisons de nourriture de la junte visait aussi à exprimer son mécontentement sur l'impasse politique actuelle. C'est dans le même esprit qu'elle avait refusé au début du mois de recevoir l'envoyé spécial des Nations unies, Ibrahim Gambari, lequel avait vainement attendu pendant une heure à la porte de sa résidence qu'on daigne lui ouvrir. Sans possibilité de contacter Aung San Suu Kyi, la Ligue nationale pour la démocratie, dirigée par un groupe restreint d'octogénaires, ne peut pas faire grand-chose. A cause des restrictions gouvernementales, la Ligue ne dispose même pas d'une imprimante pour ses communiqués. «Ils ont certainement un manque de ressources humaines et financières, mais la Ligue a été très active si l'on considère les circonstances», estime le chercheur d'Altsean-Burma.

-----  
**"Investir aujourd'hui en Birmanie serait une provocation, mais Total ne se retirera pas"**

*LE MONDE\_23 septembre 2008*

Total exploite le champ gazier de Yadana, en Birmanie, depuis dix ans. Nicolas Sarkozy vous a demandé de geler tout nouvel investissement dans ce pays. Que comptez-vous faire ?

Nous avons entendu le message du chef de l'Etat, qui s'adressait clairement à nous. Il a cité Total en nous demandant d'être vigilants. C'est du bon sens.

**SUR LE MÊME SUJET**

Les faits Le plus ancien détenu politique de Birmanie a été libéré

Portfolio Cyclone Nargis : "La Birmanie n'est pas prête à affronter une telle catastrophe"

Investir dans ce pays aujourd'hui, ce serait une provocation. Mais nos investissements remontent aux années 1990 et il n'y en a pas de nouveaux. On nous a demandé de plus communiquer sur nos activités, je trouve cela très bien.

Un retrait, réclamé par plusieurs organisations non gouvernementales (ONG), est-il envisagé ?

Nous dialoguons avec les ONG quand elles l'acceptent, nous les écoutons, mais elles ne décident pas de ce que fait le groupe. Total ne se retirera pas. Des ONG réclament notre départ, d'autres reconnaissent l'utilité de notre action : il y a deux ans, on nous a décerné le prix humanitaire Helen Keller.

J'ajoute que l'opposition birmane n'a pas demandé le retrait de Total lorsqu'elle a été reçue par M. Sarkozy. Pas plus que le président français et son ministre des affaires étrangères. Les récentes manifestations à Rangoon ont relancé l'attention sur la Birmanie, et encore une fois sur Total.

Nous n'avons pas attendu cette crise pour nous impliquer localement et maintenir des activités respectant notre code de conduite, qui proscrit le travail forcé. Si nous ne pouvions pas le faire respecter, oui, il y aurait un problème. Ce n'est pas le cas. Dans le passé, nous sommes intervenus lourdement auprès de la junte pour éviter les dérapages.

Votre groupe a bénéficié d'un non-lieu en France. La justice belge vient pourtant de se saisir d'une plainte de Birmans contre Total pour travail forcé...

Cela fait deux fois que la justice belge est saisie et par deux fois elle a jugé ces plaintes non recevables. Je le répète : il n'y a pas de travail forcé sur nos installations.

En 1996, la dissidente et Prix Nobel de la paix, Aung San Suu Kyi, jugeait que "Total est le plus fort soutien du régime"...

Nous sommes en 2007 ! Je suis allé en Birmanie dès ma nomination comme directeur général d'Exploration-Production, en 1999, dire aux généraux dans quelles conditions nous voulions travailler.

J'y suis allé aussi deux fois pour rencontrer Mme Suu Kyi, en 2001 et 2002. La première fois sans même la permission des autorités. Je peux vous assurer qu'Aung San Suu Kyi n'a pas non plus réclamé le départ de Total. J'ai même envisagé d'aller la voir au moment de la crise, mais je dois éviter le spectaculaire.

Yadana rapporterait 500 millions de dollars par an à l'Etat birman. N'est-ce pas un soutien indirect aux généraux ?

Alors à chaque fois que nous payons des impôts dans un pays, nous soutenons son régime et sa politique ! A travers les impôts, le pays perçoit sa part des profits du gaz. Ces impôts sont payés par Total (pour 30 %), mais aussi ses trois partenaires Chevron, PTTEP (Thaïlande) et la compagnie nationale birmane. De plus, nous avons des règles strictes en matière de transparence financière.

En témoigne notre forte implication dans l'Initiative de transparence des industries extractives, lancée en 2002 : nous nous engageons à ce que l'argent du pétrole aille bien dans les caisses de l'Etat birman, sur des comptes officiels en Birmanie.

Mais Total, pas plus que d'autres compagnies, ne peut demander au gouvernement ce qu'il fait de cet argent. Globalement, Yadana a rapporté 350 millions d'euros à l'Etat en 2006. Ces revenus seraient acquis à l'Etat birman que l'actionnaire soit Total ou une compagnie chinoise, indienne, thaïlandaise ou sud-coréenne.

Vos projets sociaux sont-ils une façon de vous "racheter" ?

Pas besoin de se "racheter"! Ils ne servent pas de justification à nos activités. Lancer des projets pétroliers sur une durée de trente ans engage notre responsabilité vis-à-vis de la société civile de ces pays.

Total consacre 118 millions d'euros aux activités sociales dans le monde (santé, éducation...). En Birmanie, nous participons à la lutte antisida et développons le microcrédit. Notre méthode et notre priorité, c'est d'être le plus local possible, même si les capitaux sont étrangers, en embauchant la majorité de notre personnel sur place.

Par Jean-Michel Bezat et Marie-Claude

- 
- **Birmanie: Suu Kyi va déposer un recours**
  - **Birmanie: l'émissaire de l'ONU appelle à libérer les détenus politiques**
  - **Birmanie: l'opposante San Suu Kyi, physiquement affaiblie, accepte de la nourriture**
- 

### **Birmanie: Suu Kyi va déposer un recours**

*Le Figaro\_13 septembre 2008*

La dirigeante de l'opposition birmane, Aung San Suu Kyi, va bientôt déposer pour la première fois un appel auprès de la junte au pouvoir afin d'obtenir la levée de son assignation à résidence, a annoncé aujourd'hui à l'AFP son avocat. Me Kyi Win a déclaré que la lauréate du prix Nobel de la paix avait approuvé le projet final d'un recours légal auprès de la junte visant à obtenir la levée de son assignation, au cours d'une réunion samedi à sa résidence, où elle a passé l'essentiel des dix neuf dernières années.

"Pour autant que je sache, c'est effectivement l'un des premiers recours en appel du genre", a estimé Me Kyi Win. "Nous espérons qu'elle sera immédiatement relâchée", a-t-il ajouté, précisant que le recours serait déposé lundi ou mardi. L'avocat s'est refusé à tout commentaire sur l'état de santé de l'opposante birmane, en dépit des informations selon lesquelles elle refuserait de s'alimenter.

---

### **Birmanie: l'émissaire de l'ONU appelle à libérer les détenus politiques**

*Romandie\_12 septembre 2008*

L'émissaire de l'ONU pour la Birmanie, Ibrahim Gambari, a affirmé jeudi qu'il était temps pour le régime militaire birman de libérer les prisonniers politiques et de reprendre le dialogue avec la dirigeante de l'opposition Aung San Suu Kyi. Gambari, qui parlait à la presse après avoir rendu compte au Conseil de sécurité de la mission qu'il a effectuée en Birmanie en août, a reconnu que les résultats tangibles de sa dernière visite n'avaient "pas été à la hauteur des attentes".

Il a ajouté qu'il était maintenant impératif que le gouvernement birman "fournisse des réponses concrètes" concernant "la libération des prisonniers politiques et la reprise du dialogue avec Aung San Suu Kyi."

Selon l'ambassadeur américain à l'ONU Zalmay Khalilzad, "les Etats-Unis et plusieurs autres (des 15 membres du Conseil) estiment qu'il n'y a pas eu de progrès concrets concernant (...) des négociations politiques dotées d'un calendrier pour mener à la démocratisation et la libération des prisonniers politiques." Le moment est venu de réexaminer ce qui doit être fait pour être plus efficaces afin d'aboutir à des progrès dans ces deux domaines," a déclaré M. Khalilzad.

"Notre opinion est qu'il faut mettre davantage de pression sur le régime", a-t-il ajouté.

Son homologue britannique, John Sawers, a également exprimé sa déception devant la manière dont la junte militaire au pouvoir en Birmanie a géré la visite de M. Gambari en août.

"Nous n'avons pas vu de progrès substantiels sur l'objectif central de la réconciliation nationale," a-t-il dit. Au sujet du refus de Mme Suu Kyi de recevoir M. Gambari lors de sa dernière visite, M. Sawers a déclaré: "Nous devons considérer ceci comme un message." "Nous devons comprendre la frustration qu'elle et ses partisans, son parti et en fait l'ensemble de la population de la Birmanie, doivent ressentir devant l'absence de progrès", a-t-il dit.

M. Gambari a passé six jours en Birmanie en août dans l'espoir de relancer un dialogue entre l'opposition et le régime militaire, mais il n'a rencontré ni le chef de la junte au pouvoir ni Mme Suu Kyi, qui est en résidence surveillée. La télévision d'Etat avait alors affirmé que l'opposante birmane prix Nobel de la Paix avait refusé de le rencontrer. L'ONU avait assuré par la suite que sa mission de bons offices en Birmanie se poursuivrait.

L'impasse politique est totale en Birmanie où l'armée est au pouvoir depuis 1962

-----

### **Birmanie: l'opposante San Suu Kyi, physiquement affaiblie, accepte de la nourriture**

*AFP\_ 16 septembre 2008*

Aung San Suu Kyi, dirigeante de l'opposition birmane assignée à résidence, a accepté ses rations de nourriture pour la première fois en un mois, au lendemain d'une visite de son médecin qui l'a trouvée si faible qu'il l'a placée sous perfusion, a dit mardi un responsable. Le docteur Tin Myo Win, qui a passé quatre heures et demie dimanche avec la lauréate du prix Nobel de la paix (1991), lui a administré une perfusion intraveineuse, alors que son avocat Kyi Win l'a trouvée "sous-alimentée".

"Elle a accepté ses rations de nourriture lundi soir après avoir reçu une perfusion de son médecin qui l'a trouvée trop faible dimanche", a déclaré à l'AFP un responsable birman, sous le couvert de l'anonymat. Elle refusait depuis le 16 août la majeure partie des rations alimentaires qui lui étaient livrées. Mme Suu Kyi, 63 ans, a passé la majeure partie de ces 19 dernières années confinée dans sa résidence de Rangoun, sur ordre des autorités militaires. Le responsable birman a précisé que Mme Suu Kyi avait été autorisée à recevoir des magazines, comme Time et Newsweek, mais que, jusqu'à présent, elle n'avait pas la permission de recevoir du courrier de sa famille.

Mme Suu Kyi, dont l'époux britannique est décédé d'un cancer en 1999, n'a pas eu de communication avec ses deux fils depuis 2003, selon le parti de l'opposante, la Ligue nationale pour la démocratie (LND). Selon le responsable birman et le porte-parole de la LND Nyan Win, la chef de file de l'opposition devrait -- si sa santé le lui permet -- rencontrer avant la fin de la semaine le ministre du Travail Aung Kyi, officier de liaison chargé de développer des relations avec elle depuis octobre 2007.

"Nous espérons des progrès et de bons résultats après la rencontre", a dit Nyan Win en formant le voeu de "négociations à un plus haut niveau" ultérieurement avec la junte. Lundi, l'avocat de Mme Suu Kyi

avait déclaré que l'opposante refusait les rations de nourriture pour "exiger la prééminence de la loi dans le pays et obtenir les droits qui devraient être octroyés à tous". Il avait toutefois précisé que Mme Suu Kyi n'avait "pas observé une grève de la faim" et qu'elle avait survécu, pendant un mois, en puisant dans de petits stocks qu'elle avait chez elle.

Dans une déclaration mardi, la LND a indiqué que Mme Suu Kyi avait donné toutes ses rations de nourriture à l'une de ses employées de maison, Khin Khin Win, qui était malade. Sa santé s'est détériorée parce qu'elle survivait sur ses faibles stocks, a ajouté le parti. L'avocat Kyi Win, qui l'a rencontrée à cinq reprises depuis le 8 août et qui s'est également entretenu avec des représentants de la junte, avait déclaré la semaine dernière que Mme Suu Kyi allait pour la première fois recourir en appel afin d'obtenir la levée de son assignation à résidence.

Il avait aussi indiqué qu'il discutait avec le régime militaire d'un assouplissement des conditions de détention, notamment de la possibilité pour Mme Suu Kyi de recevoir du courrier et d'une plus grande liberté de mouvement pour ses deux employées de maison. L'opposante avait créé la surprise le mois dernier en refusant de rencontrer l'envoyé spécial de l'ONU Ibrahim Gambari.

---

### **Aung San Suu Kyi "sous-alimentée"**

[AFP](#) - 15/09/2008 | Mise à jour : 09:56.

Aung San Suu Kyi, la dirigeante de l'opposition birmane assignée à résidence, est sous-alimentée après avoir refusé pendant un mois la majeure partie des rations alimentaires qui lui sont livrées, a déclaré aujourd'hui son avocat.

"Bien que Mme Aung San Suu Kyi n'ait pas observé une grève de la faim, elle a peu mangé parce qu'elle n'a pas accepté de livraisons de nourriture depuis le 16 août", a déclaré l'avocat Kyi Win après une rencontre avec le médecin personnel de l'opposante.

"Depuis peu, elle est sous-alimentée mais, depuis qu'elle a vu son médecin hier, elle mange de manière plus nutritive", a ajouté l'avocat.

---

**- Birmanie: l'émissaire de l'ONU appelle à libérer les détenus politiques**

**- Myanmar : l'envoyé de l'ONU déçu de n'avoir pu rencontrer Aung San Suu Kyi**

---

### **Birmanie: l'émissaire de l'ONU appelle à libérer les détenus politiques**

*AFP\_11 septembre 2008*

NEW YORK (Nations unies) - L'émissaire de l'ONU pour la Birmanie, Ibrahim Gambari, a affirmé jeudi qu'il était temps pour le régime militaire birman de libérer les prisonniers politiques et de reprendre le dialogue avec la dirigeante de l'opposition Aung San Suu Kyi. M. Gambari, qui parlait à la presse après avoir rendu compte au Conseil de sécurité de la mission qu'il a effectuée en Birmanie en août, a reconnu que les résultats tangibles de sa dernière visite n'avaient "pas été à la hauteur des attentes". Il a ajouté qu'il était maintenant impératif que le gouvernement birman "fournisse des réponses concrètes" concernant "la libération des prisonniers politiques et la reprise du dialogue avec Aung San Suu Kyi."

Selon l'ambassadeur américain à l'ONU Zalmay Khalilzad, "les Etats-Unis et plusieurs autres (des 15 membres du Conseil) estiment qu'il n'y a pas eu de progrès concrets concernant (...) des négociations politiques dotées d'un calendrier pour mener à la démocratisation et la libération des prisonniers politiques." "Le moment est venu de réexaminer ce qui doit être fait pour être plus efficaces afin d'aboutir à des progrès dans ces deux domaines," a déclaré M. Khalilzad. "Notre opinion est qu'il faut mettre davantage de pression sur le régime", a-t-il ajouté. Son homologue britannique, John Sawers, a également exprimé sa déception devant la manière dont la junte militaire au pouvoir en Birmanie a géré la visite de M. Gambari en août.

"Nous n'avons pas vu de progrès substantiels sur l'objectif central de la réconciliation nationale," a-t-il dit.

Au sujet du refus de Mme Suu Kyi de recevoir M. Gambari lors de sa dernière visite, M. Sawers a déclaré: "Nous devons considérer ceci comme un message."

"Nous devons comprendre la frustration qu'elle et ses partisans, son parti et en fait l'ensemble de la population de la Birmanie, doivent ressentir devant l'absence de progrès", a-t-il dit. M. Gambari a passé six jours en Birmanie en août dans l'espoir de relancer un dialogue entre l'opposition et le régime militaire, mais il n'a rencontré ni le chef de la junte au pouvoir ni Mme Suu Kyi, qui est en résidence surveillée. La télévision d'Etat avait alors affirmé que l'opposante birmane prix Nobel de la Paix avait refusé de le rencontrer. L'ONU avait assuré par la suite que sa mission de bons offices en Birmanie se poursuivrait. L'impasse politique est totale en Birmanie où l'armée est au pouvoir depuis 1962.

---

### **Myanmar : l'envoyé de l'ONU déçu de n'avoir pu rencontrer Aung San Suu Kyi**

*ONU (Communiqués de presse)\_11 septembre 2008*

L'envoyé spécial de l'ONU pour le Myanmar, Ibrahim Gambari, a déclaré jeudi que sa dernière visite en août dans le pays avait été une « déception », en raison notamment du refus de l'opposante Aung San Suu Kyi de le rencontrer. « Malgré la réceptivité du gouvernement du Myanmar à certaines des propositions faites lors de cette visite, les résultats de cette visite sont en-dessous de nos attentes, en particulier en ce qui concerne la libération de prisonniers politiques et la reprise du dialogue entre le gouvernement et Daw Aung San Suu Kyi », a-t-il dit à la presse après un exposé devant le Conseil de sécurité.

« Nous pensons donc qu'il est impératif pour le gouvernement de donner des résultats concrets à nos principales préoccupations et suggestions », a-t-il déclaré. Il faudrait que les autorités du Myanmar approfondissent les relations entamées avec l'ONU dans le cadre des efforts d'assistance aux victimes du cyclone Nargis, en mai dernier, a-t-il ajouté. M. Gambari a déclaré que le refus de Daw Aung San Suu Kyi de le rencontrer lors de cette visite était « une déception » et qu'il ne connaissait pas la raison de son refus. « Elle a dit que l'ONU devrait être un acteur principal du dialogue entre elle-même et le gouvernement, dans le cadre d'un enregistrement tripartite. Donc nous ne savons pas pourquoi elle a refusé de voir qui que ce soit à part notre avocat, afin de contester la légalité de ses conditions de détention », a-t-il dit.

« Il se peut qu'il y ait un sentiment de frustration, que nous partageons tous, sur le rythme des changements dans le pays », a-t-il expliqué. Ibrahim Gambari a indiqué qu'en conséquence il n'avait pas pu s'enquérir de son point de vue, comme il l'a fait par le passé. Nous n'abandonnerons pas nos efforts en faveur d'une cause qui remporte un soutien unanime, à savoir, la promotion de la réconciliation nationale, de la démocratie et des droits de l'homme de toutes les populations du Myanmar, a-t-il ajouté.

---

### **- Le pouvoir birman a la responsabilité de la survie de Mme Suu Kyi - ....et sauver Aung San Suu Kyi**

---

### **Le pouvoir birman a la responsabilité de la survie de Mme Suu Kyi**

*AFP / 05 septembre 2008*

RANGOON - Le parti de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi a dit vendredi que le régime militaire avait "la responsabilité" d'assurer le bien-être et la survie de la lauréate du prix Nobel de la paix, assignée à résidence et qui refuserait des livraisons de nourriture depuis trois semaines.

"Nous avons entendu que Mme Aung San Suu Kyi n'accepte pas totalement les livraisons quotidiennes de nourriture qui lui sont destinées. (Sa formation politique) la Ligue nationale pour la démocratie (LND) et la population sont extrêmement inquiètes", indique une déclaration du parti.

"Nous déclarons que les autorités qui l'ont détenue de manière injuste (pendant la majeure partie des 19 dernières années) ont la responsabilité du bien-être et de la survie de Mme Aung San Suu Kyi", ajoute le texte.

Selon la LND --qui ne parle pas explicitement de grève de la faim--, "le refus de livraisons de nourriture par Mme Suu Kyi vise à dénoncer la poursuite de sa détention qui est injuste selon la loi".

Mercredi, le quotidien officiel birman New Light of Myanmar avait rapporté que la dirigeante de l'opposition avait refusé la veille de rencontrer un officier de liaison, le ministre du Travail Aung Kyi,

nommé l'année dernière par la junte pour dialoguer avec elle. Elle a également refusé de recevoir une visite de son médecin personnel, selon ce journal.

Aung San Suu Kyi (63 ans) avait créé la surprise le mois dernier en refusant de rencontrer l'envoyé spécial de l'ONU en Birmanie, Ibrahim Gambari, qui a séjourné à Rangoun du 18 au 23 août.

M. Gambari était venu dans l'espoir de relancer le dialogue entre l'opposition et le régime, mais sa mission s'était achevée sur un échec qui avait mis l'accent sur l'impasse politique en Birmanie où l'armée est au pouvoir depuis 1962.

Mme Suu Kyi s'est plainte à plusieurs reprises de l'absence de progrès démocratiques en Birmanie, estimant que son dialogue avec le ministre du Travail semblait futile.

-----

### **....et sauver Aung San Suu Kyi**

*Liberation\_ vendredi 5 septembre 2008*

Le 28 août, d'après un porte-parole de la Maison Blanche, Aung San Suu Kyi prix Nobel de la paix, fervente partisane de la non-violence, démocratiquement élue, mais néanmoins prisonnière durant treize des dix-neuf dernières années dans son pays, la Birmanie, n'accepte plus les colis de nourriture que des membres de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie, lui déposent devant sa porte. Ceci depuis le 15 août. Etant donné la fragilité de sa personne, des rumeurs de maladies depuis l'été, son isolement complet ainsi que pour les deux femmes enfermées avec elle dans sa «résidence surveillée», cela fait craindre un scénario où l'on n'aura des nouvelles que trop tard ! Elle n'a que peu, ou pas, d'électricité, pas de contact avec le monde extérieur. Elle risque la mort et nous, dans nos pays «libres», on aurait été complices de la junte qui la tourmente, car aucune sanction qui compte n'a été prise.

Total demeure garant de près de 1 million d'euros par jour, d'après des ONG, versés dans les mains des chefs du SPDC, anciennement le Slorc, avec qui on a coopéré, volontairement ou pas, depuis vingt ans. On a obéi aux ordres de la junte malgré le cyclone, qui a dévasté le pays : 140 000 morts et disparus.

On a courbé l'échine devant la Chine pour ne pas faire de vagues (qui détient la majorité des intérêts dans ce pays «nocturne»). Malgré les promesses, toujours vagues et non tenues de cette même junte, pour le début d'un dialogue, nos menaces restent de faibles protestations sans suites, sans sanctions.

Nos investissements continuent Business as Usual et le reste du monde idem ! Est-ce qu'il n'est pas concevable de trouver un moyen de sauver Aung San Suu Kyi qui, obligée d'agir par elle-même, est peut-être en train de mettre sa vie en danger dans un ultime effort pour tirer l'alarme, pour que les yeux du monde s'ouvrent comme pendant les manifestations safran, en septembre dernier, pour que l'on n'oublie pas les torturés et les morts, disparus de nos écrans de télévision.

Faut-il qu'elle frôle la mort pour que l'on s'intéresse à la détresse de son pays. Sa conviction démocratique, celle des moines, des étudiants, de tous ces gens qui ont eu le courage de braver les soldats, qui ont tiré, et les geôliers qui ont torturé, ont-ils cru en nous, ont-ils même imaginé qu'avec la force des images nous viendrions à leur secours ? Naïfs qu'ils étaient. Le 1er septembre, de meilleures nouvelles, elle a perdu du poids, elle a besoin de repos, cela nous soulage. Elle est encore sauvée mais pour combien de temps. Est-ce qu'on pourra se pardonner de n'avoir rien fait, de n'avoir rien tenté pour une femme qui ressemble, par sa démarche pacifiste, à Gandhi, à Mandela.

On a une dernière chance, elle est toujours là... Ne ratons pas cet honneur de protéger Aung San Suu Kyi.

-----  
**- Aung San Suu Kyi dit qu'elle va bien mais qu'elle a perdu du poids**

**- Birmanie: Suu Kyi refuse de voir un officier de liaison nommé par la junte**  
-----

### **Aung San Suu Kyi dit qu'elle va bien mais qu'elle a perdu du poids**

*Romandie\_1 Septembre 2008*

RANGOUN - L'avocat de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi a déclaré avoir rencontré pendant 30 minutes lundi sa cliente, toujours assignée à résidence, qui a dit qu'elle allait "bien" mais qu'elle avait

perdu "un peu de poids".

L'avocat Kyi Win a indiqué à des journalistes qu'il s'était rendu à la résidence où Mme Suu Kyi a été confinée pendant la majeure partie des 19 dernières années pour lui montrer un projet de recours juridique contre sa détention.

"Elle dit qu'elle va bien mais qu'elle a perdu un peu de poids", a-t-il déclaré. "Elle m'a dit: +Je suis un peu fatiguée et j'ai besoin de me reposer+".

La formation politique de Mme Suu Kyi, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), avait fait état il y a une semaine d'informations selon lesquelles la lauréate du prix Nobel de la paix, âgée de 63 ans, refusait des livraisons de nourriture depuis la mi-août. Mais un porte-parole de la LND n'avait pas été en mesure de confirmer ou de démentir qu'elle était en grève de la faim. L'avocat de Mme Suu Kyi et son médecin personnel, Tin Myo Win, avaient été autorisés à rencontrer séparément l'opposante le 17 août, date à laquelle elle a subi son dernier examen médical. L'avocat l'avait également rencontrée le 8 août, pour la première fois depuis 2004.

Tin Myo Win a indiqué la semaine dernière à des diplomates occidentaux qu'il ne pensait pas que Mme Suu Kyi soit en grève de la faim. Le 17 août, elle était apparue en "bonne santé" et n'avait formulé "aucune demande spécifique", ont ajouté ces sources. Aung San Suu Kyi avait créé la surprise le mois dernier en refusant de rencontrer l'envoyé spécial de l'ONU en Birmanie, Ibrahim Gambari, qui a séjourné du 18 au 23 août à Rangoun. M. Gambari était venu dans l'espoir de relancer le dialogue entre l'opposition et le régime militaire, mais sa mission s'était achevée sur un échec qui avait mis l'accent sur l'impasse politique en Birmanie où l'armée est au pouvoir depuis 1962.

-----

#### **Birmanie: Suu Kyi refuse de voir un officier de liaison nommé par la junte**

*AFP\_3 septembre 2008*

La dirigeante de l'opposition birmane Aung San Suu Kyi a refusé de rencontrer un officier de liaison nommé l'année dernière par la junte militaire pour dialoguer avec elle, a indiqué mercredi le quotidien officiel New Light of Myanmar.